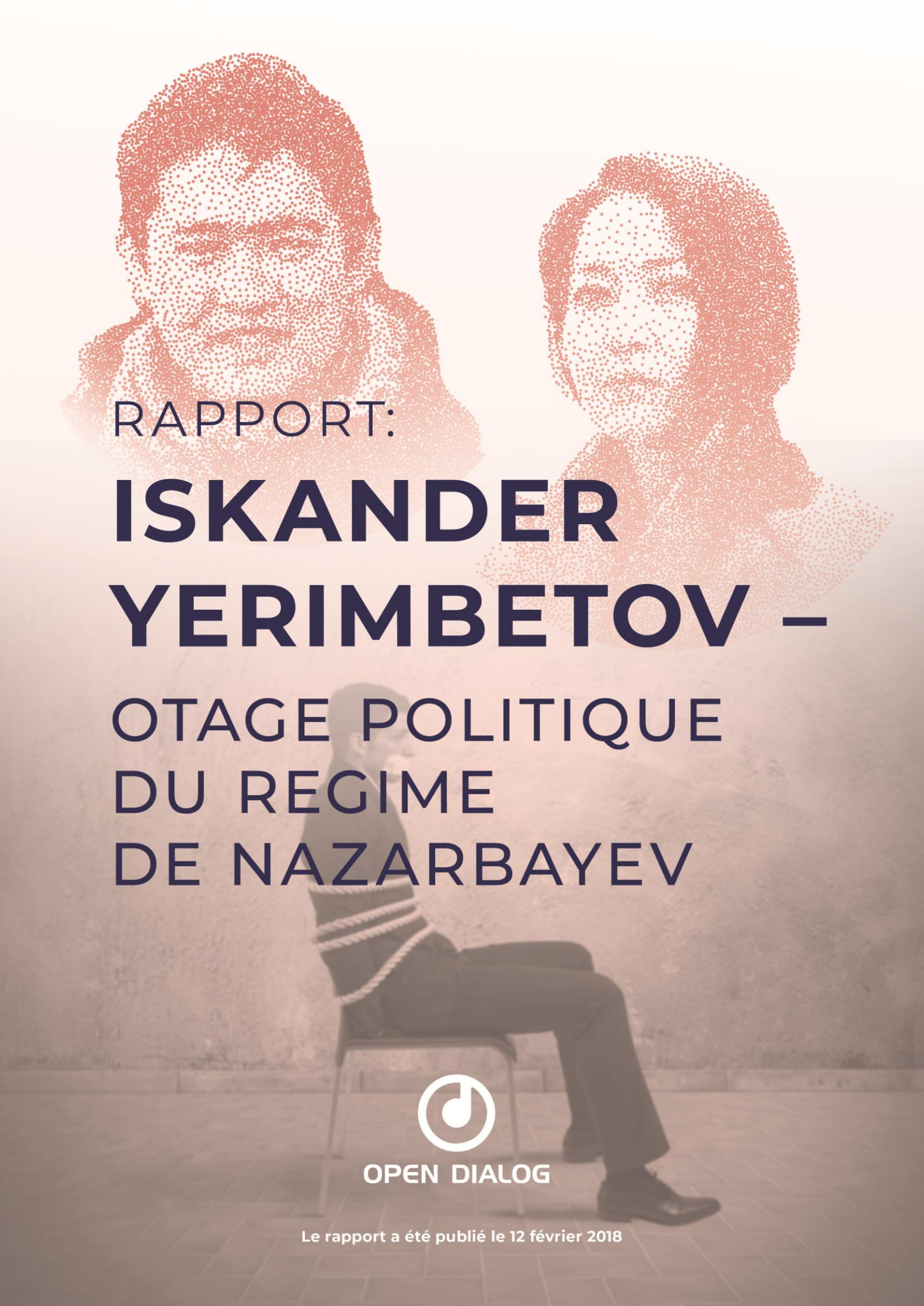

RAPPORT:

ISKANDER YERIMBETOV – OTAGE POLITIQUE DU REGIME DE NAZARBAYEV

OPEN DIALOG

Le rapport a été publié le 12 février 2018

La Fondation « Open Dialogue » a été fondée en Pologne en 2009, par l'initiative de Lyudmyla Kozlovska qui en est actuellement présidente. Les objectifs statutaires de la Fondation comprennent la défense des droits de l'homme, de la démocratie et de la légitimité sur les terrains ex-soviétiques. La Fondation attire le plus de son attention sur les plus grands pays de la région : le Kazakhstan, la Russie et l'Ukraine.

La Fondation réalise ses buts par l'organisation des missions d'observation, y compris l'observation des élections et la surveillance de l'état de la protection des droits de l'homme dans la région post-soviétique. Des rapports et des comptes-rendus sont ensuite élaborés et distribués alors parmi les instituions de l'UE, de l'OSCE et d'autres organisations internationales, les ministères des affaires étrangères et des parlements des états membres de l'UE, des centres d'analyse et des médias.

Poutre l'activité d'observation et analytique, la Fondation est active en coopération avec les députés engagés en affaires étrangères, droits de l'homme et relations avec les pays post-soviétiques, afin d'appuyer les processus de la démocratisation et de la libéralisation de leur politique interne. L'activité de la Fondation comprend aussi des programmes d'appui aux prisonniers et aux réfugiés politiques.

La Fondation a des bureaux permanents à Varsovie, à Kyiv et à Bruxelles.

Copyright : Fondation « Open Dialogue », février 2018.

00-580 Warszawa

Al. Szucha 11a, local 21

Tél. +48 22 307 11 22

e-mail : odfoundation@odfoundation.eu

www.odfoundation.eu

Pour recevoir de plus amples informations, veuillez nous contacter :

Chef du projet :

Lyudmyla Kozlovska lyudmylakozlovska@odfoundation.eu

Auteurs :

Andriy Osavoliyk andriy.osavoliyk@odfoundation.eu

Lyudmyla Kozlovska lyudmylakozlovska@odfoundation.eu

Rédaction :

Lyudmyla Kozlovska, Igor Savchenko

Graphique : Mykhailo Fedyshak

Source de photos utilisées sur la couverture *:* facebook.com

Réimpression des contenus dans leur intégralité ou partiellement n'est autorisée qu'en référence au Dialogue Ouvert en tant que source.

TABLE DES MATIÈRES :

1. INTRODUCTION....4

2. ISKANDER YERIMBETOV EST SOUS LE COUP D'UNE INCULPATION DE 'BLANCHIMENT....4

3. EXERCE DE LA TORTURE CONTRE ISKANDER YERIMBETOV EN TANT QUE MÉTHODE D'OBTENIR DE FAUX TÉMOIGNAGES CONTRE ABLYAZOV....5

4. ISKANDER YERIMBETOV SE PLAINT DE NE PAS AVOIR OBTENU DE SOINS MÉDICAUX NECESSAIRES EN PRISON....7

5. LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME ONT OBTENU UNE AUTORISATION DE VISITER ISKANDER YERIMBETOV SEULEMENT APRÈS L'INTERVENITON D'UN RAPPORTEUR SPÉCIAL DES NATIONS UNIES QUI A DÉPOSÉ UNE DEMANDE....8

6. LES SERVICES SPÉCIAUX KAZAKHS SURVEILLENT LES MEMBRES DE FAMILLE D'ISKANDER YERIMBETOV ET SES DÉFENSEURS....9

7. LE NOMBRE DE VICTIMES DE LA PROCÉDURE PÉNALE À L'ENCONTRE D'ABLYAZOV AUGMENTE....9

8. CONCLUSIONS ET RECOMMENDATIONS....10

1. INTRODUCTION

L'homme d'affaires, Iskander Yerimbetov est devenu une nouvelle victime de l'affaire pénale contre l'opposant kazakh, Moukhatr Ablyazov. Yerimbetov est le frère de Botagoz Jardemalie, avocate d'Ablyazov, qui a obtenu le droit d'asile politique en Belgique. Yerimbetov est soupçonné de 'blanchiment d'argent' et de 'fraude des fonds de l'Etat', bien qu'il ne travaillait que dans le secteur économique privé.

Les faits indiquent que les autorités kazakhes poursuivent Yerimbetov en vue d'exercer une pression sur Jardemalie. La mère de Yerimbetov a signalé que des employés du Comité National de Sécurité ont forcé Yerimbetov de 'persuader' sa sœur afin qu'elle retourne au Kazakhstan pour apporter de faux témoignages contre Ablyazov. Yerimbetov est forcé à 'coopérer avec les forces de l'ordre' et à 'reconnaître sa culpabilité'.

Le défenseur d'Yerimbetov a affirmé que pendant plus de deux mois son client était régulièrement soumis à la torture dans la prison. Les agences chargées de l'application des lois se sont montrées incapables de conduire une enquête objective concernant les incidents de torture. On sait maintenant que la plainte pour torture a été examinée par l'enquêteur Erik Valiyev qui conduit l'affaire pénale contre Yerimbetov. Les autorités affirment que les blessures visibles sur son corps sont le résultat 'd'un soi-disant accident domestique' – s'est blessé en se cognant contre la table de chevet et le lit ».

C'est seulement le 1 février 2018 que les militants indépendants des droits de l'homme ont obtenu une première autorisation de visiter Iskander Yerimbetov en garde-à-vue. Le groupe de suivi a noté que le détenu était en mauvais état mental et qu'il avait l'air malade. Selon les militants indépendants des droits de l'homme, Yerimbetov a confirmé le rapport sur l'utilisation de la torture contre lui.

Il y a des raisons d'estimer que les services spéciaux kazakhs surveillent les proches et les défenseurs d'Iskander Yerimbetov. Une tentative d'enlever Botogaz Jardemalie sur le territoire de l'UE (Belgique) a eu lieu.

Le cercle des personnes opprimées par 'la traque conduite par les autorités contre l'opposant politique, Moukhtar Ablyazov, augmente constamment. Même les proches de ses anciens collègues et de ses partenaires d'affaires sont menacés par des poursuites pénales pour des raisons politiques.

2. ISKANDER YERIMBETOV EST SOUS LE COUP D'UNE INCULPATION DE 'BLANCHIMENT

Iskander Yerimbetov est un homme d'affaires important au Kazakhstan. Il investit dans une compagnie de transport par hélicoptère, il est également l'un des chefs d'une manufacture de confiserie à Karaganda. Yerimbetov réside en permanence au Kazakhstan. Selon Jardemalie, Yerimbetov n'a pas maintenu le contact avec elle, comme elle l'affirme 'il se tenait à l'écart de la politique'. Botagoz Jardemalie a souligné que son frère n'avait jamais de relations avec Ablyazov ni avec la Banque BTA et qu'il n'a jamais travaillé pour les institutions étatiques.

Le 13 novembre 2017, Yerimbetov a été détenu à Almaty et le 15 novembre 2017 il a été arrêté. Récemment, le tribunal a prolongé sa détention jusqu'au 13 mars 2018.

Le 13 novembre 2017, les trois directeurs généraux dans des compagnies établies par Iskander Yerimbetov, **Dmitriy Pestov**, **Vasilina Sokolenko** et **Mikhail Zorov**, ont été détenus. Selon les informations accessibles, ils ont été soumis à une pression en vue de les forcer à témoigner contre Iskander et son père, Mirzakhan Yerimbetov qui peut, lui aussi, être mêlé à une affaire pénale.

L'enquête est conduite par le Bureau National Anticorruption kazakh (Service anticorruption). Selon le ministère, Yerimbetov est soupçonné d'avoir commis deux délits – 'blanchiment d'argent' (Article 193, section 3 du Code Pénal) et 'fraude de fonds' (Article 189 du Code Pénal). [1] Par ailleurs, l'arrestation d'Yerimbetov a été basée uniquement sur les accusations de 'blanchiment d'argent'. Les organes d'enquête affirment qu'en 2005 Ablyazov et Jardemalie 'ont engagé' Yerimbetov dans les activités d'un 'groupe criminel'. Yerimbetov est accusé d'être à la tête des compagnies qui soi-disant ont obtenu de l'argent des 'sociétés offshore contrôlées par Ablyazov'. Yerimbetov a été accusé de 'blanchiment d'argent' d'un montant de 5,4 millions de dollars. Conformément à l'acte d'accusation, en 2013 il a acheté l'usine de confiserie à Karaganda pour cette somme. Selon l'inculpation, Yerimbetov a conduit ses activité d'affaires grâce à 'l'argent d'Ablyazov', 'détourné de la Banque BTA'.

Les accusations de 'fraude de fonds' risquent d'être utilisées en tant que leviers d'influence supplémentaires sur Yerimbetov et sur ses proches. Botagoz Jardemalie suppose que de nouvelles accusations de délits financiers peuvent apparaître à l'encontre de son frère (par exemple dans le 'non-paiement des impôts') en vue de détériorer sa situation. [2]

Il convient de noter que, selon les enquêteurs, Yerimbetov 'a obtenu l'argent d'Ablyazov', en particulier en **2005** et en **2013**. Cependant, le jugement dans l'affaire Ablyazov a été prononcé à la cour kazakhe seulement en juin 2017. Par conséquent, la rétroactivité de la loi a eu lieu dans le cas d'Yerimbetov.

3. EXERCE DE LA TORTURE CONTRE ISKANDER YERIMBETOV EN TANT QUE MÉTHODE D'OBTENIR DE FAUX TÉMOIGNAGES CONTRE ABLYAZOV

Yerimbetov se trouve dans la prison SIZO-1 (GU LA-155/1) dans la ville d'Almaty. Le 22 novembre 2017, son avocate a réussi à voir son client pour la première fois dans la prison et elle a décrit l'état dans lequel elle l'a trouvé comme suit : ***« Il était gravement malade, pâle, en profonde dépression ; il s'évanouissait maintes fois, son discours était incohérent, il n'était pas du tout capable de parler, il pleurait. Il a également demandé de l'eau. Il était évident qu'il avait faim ».*** L'avocate a annoncé qu' en réponse à ses questions, Yerimbetov *« dans un premier temps a déclaré qu'il avait été transféré du centre de détention mais puis il a retiré ces paroles ».*[3]

Gayni Yerimbetova, mère d'Iskander et défenseuse publique, a présenté plus de détails concernant l'utilisation de la torture contre son fils. Selon elle, entre le 14 novembre 2017 et le 5 décembre 2017, Iskander a été interrogé de nombreuses fois sans la présence de son avocat dans sa cellule de la maison d'arrêt. Les employés du Comité National de Sécurité (CNS) qui conduisaient des interrogatoires, ne se sont pas sentis obligé de se présenter. A chaque fois, les interrogatoires duraient des heures. Les interrogateurs demandaient à Yerimbetov 'd'avouer qu'il avait pris l'argent d'Ablyazov'. Il a également été forcé à inciter sa sœur, qui était engagée activement dans la défense légale de nombreux réfugiés et victimes des persécutions politiques du régime de Nazarbaïev, à retourner au Kazakhstan et à déposer de faux témoignages contre Ablyazov. Et, selon les agents du Comité National de Sécurité, si elle l'avait fait, l'affaire de 'blanchiment d'argent' serait clôturée. Dans le cas de refus, Yerimbetov était menacé d'une arrestation de son père et de son fils âgé de 20 ans. [4]

Pendant sept jours du 29 novembre 2017 au 5 décembre 2017, Yerimbetov a été maintenu en cellule de punition soi-disant pour violation des règles. Par la suite, il a été placé dans une cellule où des

[1] http://anticorruption.gov.kz/rus/infocentr/obsh_znachimye_rassledovaniya/?rid=576&cid=0
[2] https://www.facebook.com/bota.jardemalie.1/posts/161307451321827?pnref=story
[3] https://bureau.kz/novosti/sobstvennaya_informaciya/ty_vechnosti_zalojnik_u_vremeni_v_plenu/
[4] https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=322376268254587&id=100014466496600

condamnés étaient détenus ce qui représente une violation directe de l'Article 32 de la loi kazakhe 'Sur les procédures et les conditions de la détention des personnes dans des institutions spéciales'. [5]

La mère d'Yerimbetov a affirmé que les compagnons de cellule avaient demandé à son fils de collaborer avec le CNS et du 6 décembre 2017 jusqu'au 12 décembre 2017 **ils l'ont tabassé maintes fois, y compris à l'aide d'un bâton en bois qu'ils avaient obtenu des gardiens de prison.** Ils l'étranglaient avec une corde, l'empêchaient de dormir, s'appropriaient de sa nourriture et le menaçaient d'un viol. Ils ont exigé une rançon de 200,000 dollars. Ces attaques n'ont cessé qu'au moment où les parents d'Yerimbetov ont réussi à médiatiser l'affaire et lorsqu'ils ont obtenu le statut des défenseurs publics. Les condamnés ont été transférés vers une autre cellule. [6]

Le 11 janvier 2018, suite à sa rencontre avec son fils, la mère d'Yerimbetov a publié sur son mur Facebook que **de nouvelles marques de torture sont apparues sur son corps :** des hématomes, des enflures et des blessures sur son visage. Yerimbetov a éclairci qu'il 'était tombé de son lit'. [7] Le jour précédent, le 10 janvier 2018, les défenseurs ont participé à une conférence de presse où – entre autres – ils ont évoqué la torture utilisée contre lui.

Le 13 janvier 2018, l'enquêteur du Service anticorruption, Erik Valiyev, a appelé l'avocate et les parents d'Iskander Yerimbetov à se présenter à un interrogatoire. L'interrogatoire concernait les rapports établis par les parents d'Iskander sur la torture utilisée contre lui. [8] On peut conclure que **les plaintes pour tortures dans l'affaire Yerimbetov font l'objet d'un examen du Service anticorruption, c'est à dire l'organe lui-même qui conduit la poursuite pénale contre lui.** Conformément à la pratique internationale et à la législation kazakhe, il existe une crainte bien justifiée que les enquêtes concernant la torture soient biaisées.

Gayni Yerimbetova affirme qu'elle a déposé au bureau du procureur une plainte contre l'utilisation de la torture. C'était juste après que l'affaire Iskander Yerimbetov ait été largement médiatisée au Kazakhstan si bien que en conséquence de quoi le médiateur kazakh a annoncé le lancement d'une enquête préliminaire concernant cette plainte par le bureau du procureur d'Almaty. [9]

Des tentatives folles des autorités visant à rejeter les accusations de tortures étaient soutenues par les médias loyaux. Le 12 janvier 2018, les médias gouvernementaux ont été invités à un interrogatoire d'Iskander Yerimbetov conduit en tant que réponse aux accusations de tortures. L'enregistrement vidéo de cet interrogatoire a été publié **en dépit de la volonté d'Yerimbetov qui a refusé de communiquer avec des journalistes** et qui lors de l'interrogatoire a couvert son visage avec les mains. [10,11] Le document a été enregistré au bureau de l'enquêteur, Erik Valiyev. [12] Ni l'avocate d'Yerimbetov ni les défenseurs publics n'ont pas été informés de cet interrogatoire. [13] Quand Yerimbetov couvrait son visage, on a pu apercevoir des taches rouges sur ses mains pouvant être des lésions subies par la suite de la torture.

Le journaliste kazakh bien connu, Sergey Duvanov, qui a été lui-même soumis à une poursuite pénale pour des raisons politiques et qui a été détenu dans une prison pendant six mois, considère la vidéo de l'interrogatoire d'Yerimbetov comme 'une mise en scène'. Selon Duvanov, s'il n'y avait pas eu de marques de coups sur le visage d'Yerimbetov, ceux qui l'ont amené aux journalistes, auraient pu facilement le forcer à montrer son visage. [14]

[5] https://online.zakon.kz/Document/?doc_id=1012660#pos=0;0
[6] https://rus.azattyq.org/a/28968981.html
[7] https://www.facebook.com/photo.php?fbid=322554058236808&set=a.309499152875632.1073741828.100014466496600&type=3
[8] https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=324490141376533&id=100014466496600
[9] http://www.ombudsman.kz/news/detail.php?ID=3752
[10] https://www.facebook.com/toregozhina/videos/1790932897585954/
[11] https://www.facebook.com/100014466496600/videos/pcb.323917504767130/323917364767144/?type=3&theater
[12] https://rus.azattyq.org/a/delo-iskandera-erimbetova-zayavlenia-o-pytkah/28975759.html
[13] https://rus.azattyq.org/a/delo-iskandera-erimbetova-zayavlenia-o-pytkah/28975759.html
[14] https://www.facebook.com/sergey.duvanov.14/posts/1732412060143466

Le 13 janvier 2018, pendant les opérations d'enquête Iskander Yerimbetov s'est senti mal et une ambulance a été appelée. Pendant que les médecins prêtaient assistance médicale, l'enquêteur a commencé à enregistrer la situation sur son portable, malgré les protestations d'Iskander. ***« Alors que j'étais allongé et un médecin me faisait une injection dans les fesses, Valiyev enregistrait la scène avec son portable. C'était humiliant, ils ont piétiné ma dignité humaine,*** [15] **a-t-il affirmé.** Il est possible que le film enregistré par l'enquêteur puisse être également utilisé pour des fins de propagande. Le même enquêteur a pris part à l'incident avec des journalistes qui ont filmé l'interrogatoire d'Yerimbetov le jour précédent.

4. ISKANDER YERIMBETOV SE PLAINT DE NE PAS AVOIR OBTENU DE SOINS MÉDICAUX NECESSAIRES EN PRISON

En garde-à-vue Iskander Yerimbetov s'est plaint maintes fois à des médecins de douleurs à la poitrine et à l'hypochondre gauche, de maux de tête, de vertiges et de malaise général. Le 5 février 2018, l'avocate Zhanar Balgabayeva a déposé une demande pour placer Iskander dans une unité médicale compte tenu de son état de santé. Le jour suivant, le 6 février 2018 elle a reçu une réponse officielle du Directeur adjoint de l'Unité thérapeutique et de prévention de la prison. Il confirme qu'Iskander a déposé plusieurs plaintes mais les examens médicaux soi-disant n'ont pas révélé de blessures sérieuses et que son état de santé général lors de ces examens a été considéré comme 'satisfaisant' ou 'relativement satisfaisant'.

Il convient de noter en particulier que, conformément à la réponse du Directeur adjoint de l'Unité thérapeutique et de prévention de la prison, A.M. Madi, le 15 janvier 2018, Iskander Yerimbetov s'est plaint de douleurs à la poitrine et à l'hypochondre gauche. Le 16 janvier 2018 il a été examiné par un médecin. En tant que résultat de cet examen, on lui a diagnostiqué une ecchymose au niveau des côtes gauches 11^{e} et 12^{e}. Cependant, trois jours plus tard, le 13 janvier 2018, un médecin de l'ambulance qui a examiné Iskander a révélé une ecchymose ailleurs, c'est-à-dire au niveau des 5^{e} et 6^{e} côtes gauches. Ces différentes conclusions peuvent indiquer le non-professionnalisme des examens médicaux. Il est également possible que pendant une courte période de temps, Yerimbetov ait subi des ecchymoses dans des emplacements différents.

Le 18 janvier 2018, Iskander Yerimbetov a été soumis à un examen radiologique de la poitrine. Conformément à l'information évoquée dans la réponse d'A.M. Madi, aucune ecchymose ni lésion de son corps n'ont pas été révélées. Le 3 février 2018, il s'est plaint de nouveau de douleurs au niveau de l'hypochondre gauche. Il a été examiné par un médecin qui a recommandé un examen par ultrasons en vue de vérifier ses organes abdominaux. Cet examen a révélé différentes anomalies du parenchyme de son foie, la cholécystite chronique, la pancréatite et la pyélonéphrite chronique.

Le 5 février 2018, Iskander Yerimbetov a informé son avocat que pendant plusieurs semaines il souffrait de sévères douleurs au niveau de son hypochondre gauche et que les médecins 'l'examinaient parfois' mais malgré cela, il n'obtenait pas de soins médicaux nécessaires. [16] **Il s'ensuit que les examens médicaux appliqués ne l'ont pas aidé et il éprouve toujours des douleurs au niveau de son hypochondre gauche.** Par ailleurs, l'administration de la prison déclare qu'il reçoit constamment des traitements médicaux nécessaires et qu'il n'y a pas besoin de l'hospitaliser.

[15] https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=324490141376533&id=100014466496600
[16] https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=334198783739002&id=100014466496600

5. LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME ONT OBTENU UNE AUTORISATION DE VISITER ISKANDER YERIMBETOV SEULEMENT APRÈS L'INTERVENITON D'UN RAPPORTEUR SPÉCIAL DES NATIONS UNIES QUI A DÉPOSÉ UNE DEMANDE

Pendant plus de deux mois, les militants indépendants des droits de l'homme n'ont pas pu visiter Iskander Yerimbetov pour évaluer son état de santé et les conditions de détention en garde-à-vue. Ce n'étaient que des observateurs gouvernementaux qui avaient le droit de visite.

Tatiana Chernobil, militante indépendante des droits de l'homme a signalé que le 17 décembre 2017 elle était membre d'un groupe de participants du Mécanisme National de Prévention qui faisait des tentatives de visiter Iskander Yerimbetov dans la prison. Cependant, après leur arrivée sur place, il s'est avéré qu'Yerimbetov n'était pas présent dans sa cellule. L'administration de la prison a annoncé qu'il 'a été emmené pour participer à des actions d'enquête' (c'était dimanche). L'avocat d'Yerimbetov n'a pas été informé que ce jour-là devaient avoir lieu des opérations d'enquête quelconques. [17] De ce fait, le droit d'Yerimbetov à la défense ainsi que le droit de son avocat à participer à des activités liées à l'enquête ont été bafoués (Article 70 du Code de la Procédure Pénale).

Le 12 janvier 2018, dans un appel adressé au Procureur Général, la Coalition contre la Torture qui associe plus de 40 organisations pour droits de l'homme, a exprimé son indignation de *« l'absence d'une réaction officielle à de nombreux rapports publics établis par les parents d'Isaknder Yerimbetov concernant un traitement cruel et, possiblement, une torture utilisée contre leur fils. »* [18] Les militants des droits de l'homme ont demandé une autorisation de visiter Yerimbetov pour pouvoir objectivement évaluer son état de santé.

Le même jour c'est-à-dire le 12 janvier 2018, le représentant du Bureau du Médiateur, Serik Osparov, est arrivé à la prison pour visiter Yerimbetov. Plus tard, Iskander Yerimbetov a annoncé que c'étaient deux personnes qui lui ont rendu visite. Ils ne se sont pas présentés clairement, de façon à pouvoir les identifier. Selon Yerimbetov, ils se comportaient comme des policiers, donc il l'a pris comme une provocation et il a refusé de leur parler. [19] Le jour suivant ils sont revenus.

Les représentants du Bureau du Médiateur ont déclaré que 'lors de cette rencontre personnelle, Yerimbetov n'a formulé aucune plainte concernant le mauvais traitement ou la pression exercée sur lui'. Ils ont également remis les résultats des examens médicaux constatant qu'Yerimbetov avait subi des lésions du fait 'd'un accident domestique'. [20]

Les défenseurs indépendants des droits de l'homme ont eu une chance unique de visiter Iskander Yerimbetov après une demande déposée par le Rapporteur Spécial de l'UN pour la Torture, Nils Melzer, adressée au Gouvernement de la République du Kazakhstan. La demande, citant les défenseurs d'Iskander Yerimbetov, exprimait une crainte que le détenu puisse être soumis à une torture ou à traitement cruel ou dégradant. Par conséquent, les défenseurs des droits de l'homme, Zhemis Turmagambetova (directeu exécutif) de la Fondation Civique 'Charte pour Droits de l'Homme') et Yevgeniy Zhovtis (directeur du Bureau International pour Droits de l'Homme et Principes de la Loi kazakh) ont obtenu finalement une autorisation de visiter Yerimbetov dans la prison.

Suite à cette rencontre, les militants des droits de l'homme ont noté qu'Iskander Yerimbetov **'confirme fondamentalement les informations contenues dans la demande déposée par le Rapporteur Spécial'.** Selon les militants des droits de l'homme, Yerimbetov souffre d'une dépression, il a l'air intimidé et il est très préoccupé par sa sécurité. De plus, il est malade : il a de la fièvre, une toux sèche et les yeux injectés de sang. [21]

[17] https://www.facebook.com/tatiana.chernobil/posts/10155002782187155
[18] https://www.notorture.kz/srochnoe-obraschenie-k-generalnomu-prokuroru-otnositelno-erimbetova/
[19] https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=328870107605203&id=100014466496600
[20] http://www.ombudsman.kz/news/detail.php?ID=3752
[21] https://bureau.kz/novosti/sobstvennaya_informaciya/press-reliz_o_poseshenii_sledstvenno_arestovannogo_iskandera_erimbetova/

6. LES SERVICES SPÉCIAUX KAZAKHS SURVEILLENT LES MEMBRES DE FAMILLE D'ISKANDER YERIMBETOV ET SES DÉFENSEURS

Botagoz Jardemalie ne peut pas se sentir en sécurité sur le territoire belge. Des journalistes belges ont appris que les services spéciaux kazakhs ont organisé une surveillance de Jardemalie. Ils ont tenté d'enlever Jardemalie à l'aide d'un ancien agent de Stasi. Un journaliste allemand a également été mêlé à l'opération. Les autorités belges ont lancé une enquête dans cette affaire. En septembre 2015, en liaison avec la tentative d'enlèvement, trois personnes ont été arrêtées : cependant, par la suite, elles ont été relâchées. L'un des accusés devrait bientôt comparaître devant le tribunal belge. [22]

Les faits confirment que les services secrets espionnent les parents d'Yerimbetov. Le 20 décembre 2017, la militante des droits de l'homme, Bakhytzhan Toregozhina, a rencontré les parents d'Yerimbetov dans une cafétéria. Ils ont trouvé un appareil caché dans une serviette de table qui pouvait être utilisé pour l'écoute électronique. Lors d'une conférence de presse le 21 décembre 2017, cet appareil a été présenté aux journalistes mais alors que Toregozhina le tenait dans ses mains, une personne non-identifiée le lui a arraché et s'est enfui de la salle de conférence. [23] Les parents d'Iskander Yerimbetov ont déposé une plainte au Bureau du Procureur Général concernant cet incident. Le bureau du procureur a renvoyé la plainte au Département des Affaires Intérieures. [24]

7. LE NOMBRE DE VICTIMES DE LA PROCÉDURE PÉNALE À L'ENCONTRE D'ABLYAZOV AUGMENTE

Iskander Yerimbetov a été forcé à inciter Botagoz Jardemalie à retourner au Kazakhstan pour déposer de faux témoignages à l'encontre de Moukhtar Ablyazov. Botagoz Jardemalie a coordonné une défense légale d'Ablyazov ainsi que celle de ses associés et de ses proches qui ont obtenu l'asile politique en UE. Jardemalie fournissait également des conseils juridiques aux militants et aux journalistes persécutés au Kazakhstan pour des raisons politiques.

Les médias kazakhs, fidèle aux autorités, ont diffusé des matériaux de propagande selon lesquels Jardemalie était 'une fugitive criminelle'. [25] En juillet 2013, le Kazakhstan a avancé des accusations contre Jardemali dans le cadre de l'affaire Ablyazov et en août 2013, elle a été déclarée recherchée par INTERPOL. On octobre 2013, la Belgique a accordé à Jardemalie l'asile politique. En 2016, INTERPOL a supprimé son nom de la liste des personnes recherchées.

Le 9 décembre 2016, le Conseil de l'État français a refusé d'extrader Ablyazov et il a reconnu son affaire comme politique. [26] INTERPOL a supprimé le nom d'Ablyazov de la liste des personnes recherchées ainsi que les noms de plusieurs d'autres défenseurs dans l'affaire Banque BTA[27] en raison des connotations politiques des accusations criminelles. [28] En ignorant les décisions de la France et d'autres pays de l'UE, les autorités kazakhes ont commencé à explorer de nouveaux chemins pour arriver à l'extradition d'Ablyazov, en faisant des tentatives d'obtenir 'des témoignages supplémentaires' contre lui.

En 2017, l'homme d'affaires **Muratkhan Tokmadi** a été placé dans une prison du Comité National de Sécurité après avoir constaté des lésions sur son corps. Le bureau du procureur déclare 'qu'il est tombé d'une barre de traction'. Conformément aux informations accessibles, des officiers ont torturé Tokmadi en lui exigeant de fournir de faux témoignages et 'd'avouer' qu'il 'a commis un meurtre à la demande

[22] http://www.levif.be/actualite/belgique/comment-le-kazakhstan-traque-les-dissidents-politiques-en-exil-aussi-en-belgique/article-normal-781657.html
[23] https://bureau.kz/novosti/sobstvennaya_informaciya/press_yekshn_s_priborom/
[24] https://rus.azattyq.org/a/28979087.html
[25] https://www.nur.kz/1699097-posobniki-ablyazova-zaderzhany-v-almat.html
[26] http://www.conseil-etat.fr/Actualites/Communiques/Decision-d-extradition
[27] Tatiana Paraskevich, Artur Trofimov, Kuanysh Nurgazin, Alexander Pavlov, Muratbek Ketebayev.
[28] http://en.odfoundation.eu/a/8092,report-kazakhstan-pursues-former-top-managers-of-bta-bank-in-order-to-obtain-their-testimonies-against-mukhtar-ablyazov

d'Ablyazov 13 jours auparavant. [29] En octobre 2017, un film de propagande a été émis sur le canal TV kazakh 'KTK' dans lequel Tokmadi 'a avoué' les crimes dont il était accusé. [30]

À l'instar d'Yerimbetov, le journaliste Zhanbolat Mamay, a été accusé de l'Article 193 du Code Pénal dans le cadre de l'affaire Ablyazov. Les autorités ont accusé Mamay que son journal 'a été sponsorisé par Ablyazov' entre 2011 et 2014 et elles ont qualifié cet acte de 'blanchiment d'argent'. Mamay a refusé 'd'avouer le délit', il a été donc battu dans la prison. [31]Le 7 septembre 2017, le tribunal l'a condamné à trois ans de prison.

Le 10 janvier 2013, l'homme d'affaires kazakh renommé, Margulan Seysembay, a déclaré qu'il avait peur de revenir au pays du fait qu'il avait reçu des assignations à comparaître aux interrogatoires conduits par les autorités en liaison avec l'affaire de son ancien partenaire de business, Iskander Yerimbetov. Seysembay a annoncé que les agents des forces de l'ordre exerçaient une pression sur lui. Selon lui, Iskander Yerimbetov est poursuivi à cause de sa sœur, Botagoz Jardemalie, à laquelle les autorités souhaitent arracher des aveux contre Moukhtar Ablyazov. [32] Cependant, le 1 février 2018, Seysembay a déclaré publiquement qu'il avait l'intention de retourner au Kazakhstan étant donné qu'il 'a obtenu des garanties de sécurité au plus haut niveau.' [33]

8. CONCLUSIONS ET RECOMMENDATIONS

La France et d'autres pays de l'UE ont reconnu l'affaire Ablyazov comme affaire pour des motifs politiques. Pour les mêmes raisons, INTERPOL a supprimé le nom d'Ablyazov de leur liste des personnes poursuivies. Par conséquent, l'homme politique a pu reprendre ses activités dans l'opposition politique. En réaction à cela, les autorités kazakhes sont revenues sur leur position initiale et elles ont commencé à multiplier des accusations criminelles contre lui et contre ses collègues. Les enquêteurs kazakhs ont recours à la torture, aux menaces, à l'exercice d'une pression sur son avocat et sur ses proches. Selon Botagoz Jardemalie, les représentants des autorités kazakhes l'ont maintes fois menacée en lui exigeant d'apporter de faux témoignages contre Ablyazov. Son frère, Iskander Yerimbetov, est devenu un nouvel otage du régime kazakh qui ne cesse de conduire une lutte contre les activités de l'opposant politique, Moukhtar Ablyazov.

Les faits disponibles et les preuves indiquent qu'Yerimbetov a été soumis à la torture en prison alors que l'activité des autorités de prouver le contraire par l'intermédiaire des médias pro-gouvernementaux, présente tous les éléments constitutifs d'une propagande ce qui soulève de nombreuses questions sur la façon d'agir des organes d'enquête qui - apparemment - ont à cacher certains faits au public. En vue d'évaluer correctement l'état de santé d'Iskander Yerimbetov, des médecins indépendants devraient se voir autoriser à le visiter en prison.

Le 13 décembre 2017, sept Membres[34] du Parlement Européen ont lancé un appel au Président Noursoultan Nazarbaïev en exprimant leur inquiétude concernant la situation des droits de l'homme au Kazakhstan. Les Membres ont indiqué en particulier les poursuites pénales pour des motifs politiques ainsi que l'utilisation de la torture contre les personnes persécutées. En tant qu'exemple d'une poursuite pour des raisons politiques, les Membres ont évoqué l'affaire Iskander Yerimbetov. Le 25 janvier 2018, 24 membres de la 24e séance de l'APCE, ont signé une déclaration écrite dans laquelle ils

[29] https://www.youtube.com/watch?v=AEwcEWEuLVA
[30] http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-DocDetails-EN.asp?fileid=24151&lang=EN&search=dHlwZV9zdHJfZW46IldyaXR0ZW4gZGVjbGFyYXRpb24i ; http://en.odfoundation.eu/a/8466,meps-address-kazakhstani-authorities-on-political-prisoners-and-eu-kazakhstan-pca
[31] http://en.odfoundation.eu/a/8111,journalist-zhanbolat-mamay-was-beaten-in-kazakhstani-detention-centre
[32] https://www.facebook.com/seimargulan/posts/10214311815263733
[33] https://www.facebook.com/photo.php?fbid=10214507128946453&set=a.2822493415940.132869.1667112463&type=3&theater
[34] Ana Gomes, (Tunne Kelam, (Jaromir Stetina, Indrek Tarand, (Kazimierz Michal Ujazdowski, Julie Ward, Tomas Zdechovsky

expriment leur préoccupation concernant la détention d'Iskander Yerimbetov et l'utilisation de la torture contre lui pour obtenir de faux témoignages contre Moukhtar Ablyazov.

Conformément à la législation kazakhe, compte tenu du respect des droits personnels, la détention d'une personne suspecte d'avoir commis des délits économiques, n'est appliqué que dans des cas individuels. A l'heure actuelle, les organismes chargés de l'application de la loi ont lancé une enquête préliminaire concernant le recours à la torture contre Iskander Yerimbetov. L'homme d'affaires persécuté se plaint de troubles de santé et de manque d'assistance médicale nécessaire en prison. Compte tenu des circonstances évoquées, il est bien fondé de remplacer les mesures de contrainte pour Iskander Yerimbetov par celles qui ne nécessitent pas l'incarcération (assignation à domicile, interdiction administrative de sortie, libération sous caution ou garanties personnelles).

Par la présente, nous faisons appel à la communauté internationale de réagir sans délai aux sérieuses violations dans l'affaire Iskander Yerimbetov et d'adresser aux autorités kazakhes les demandes qui suivent :

- Requalifier les mesures de contrainte appliquées au suspect de mesures alternatives, sans recours à la détention.
- Autoriser immédiatement des médecins indépendants y compris un psychologue à visiter Iskander Yerimbetov en prison en vue de conduire des examens médicaux et de lui fournir une assistance médicale appropriée.
- Pour assurer une enquête objective concernant l'utilisation de la torture contre Yerimbetov, traduire en justice les personnes qui ont été impliquées dans la torture contre lui.
- Autoriser des représentants de la société civile à visiter régulièrement Iskander Yerimbetov en prison en vue de surveiller les conditions de sa détention et son état de santé.
- Arrêter immédiatement d'intimider et d'exercer une pression sur Botagoz Jardemalie et les membres de sa famille.
- Appliquer des sanctions contre les personnes impliquées dans l'utilisation de la torture contre Iskander Yerimbetov en vertu de l'Acte Global de la Responsabilité pour les Droits de l'homme[35] (les Etats-Unis et le Canada, l'Estonie et la Lituanie).
- Par la présente, la Fondation Dialogue Ouvert fait appel aux représentants de la Commission Européenne et aux Ambassades des pays de l'Union Européenne à visiter Yerimbetov au centre pénitentiaire dans le cadre de la surveillance de l'accomplissement des obligations tenues par le Kazakhstan pour observer la situation des droits de l'homme dans un contexte de l'Accord sur le Partenariat renforcé et la Coopération signé par le Kazakhstan et l'Union Européenne.

Nous prions toutes les personnes souhaitant soutenir nos demandes de bien vouloir s'adresser aux institutions suivantes :

Contacts au Kazakhstan :

- Directeur de l'Institution de l'Etat LA-155/1 du Département du Système Correctionnel de la ville d'Almaty, A.A. Iztleuov – 050004, Almaty, 473 Seyfullina Street, phone: +7 (727) 279 58 76;
- Président du Comité du Système de l'Exécution Criminnelle du Ministère des Affaires Intérieures de la République du Kazakhstan, A.Kh. Bazylbekov – 010000, Astana, 2. B. Maylina Street 2;

[35] https://www.congress.gov/bill/114th-congress/senate-bill/284/text

- Directeur de l'Agence kazakhe, le Service Public pour l'Anticorruption et les Affaires, A.Zh. Shpekbayev – 010000, Astana, 33a Abaya Street;
- Chef du Group d'Enquête interagences, S.N. Perov – 010000, Astana, 33a Abaya Street;
- Procureur Générale de la République du Kazakhstan, K.P. Kozhamzharov – 010000, Astana, 14 Mangilik Yel;
- Président du Comité National de Sécurité de la République du Kazakhstan, K.K. Masimov – 010000, Astana, 31/33 Kenesary Street;
- Secrétaire de l'Etat de la République du Kazakhstan, G.N. Abdykalikova – 010000, Astana, 6 Mangilik Yel;
- Médiateur de la République du Kazakhstan, A.O. Shakirov – 010000, Astana, Left Bank, The House of Ministries.

Contacts internationaux :

- Président du Parlement Européen, Antonio Tajani - 1047 Bruxelles, Belgique, Bât. Paul-Henri Spaak 09B011, Rue Wiertz / Wiertzstraat 60, tel: +32(0)2 28 45503 (Brussels), +33(0)3 88 1 75503 (Strasbourg);
- Président de la Commission Européenne, Jean-Claude Juncker – 1049 Bruxelles, Belgique Rue de la Loi / Wetstraat 200, e-mail: president.juncker@ec.europa.eu;
- Président du Conseil Européen, Donald Tusk -– 1048 Bruxelles, Rue de la Loi / Wetstraat 175, e-mail: donald.tusk@european-council.europa.eu, tel: +32 2 28 15650;
- Haut Répresentant de l'EU High Representative pour les Affaires Etrangères et la Politique de Sécurité, Federica Mogherini – 1049 Bruxelles, Rue de la Loi / Wetstraat 200, e-mail: federica.mogherini@ec.europa.eu, tel: +32 2 584 11 11; +32 (0) 2 295 71 69;
- Président du Comité Parlementaire Européen pour les Affaires Etrangères, David Mcallister – 1047 Bruxelles, Belgique, Bât. Altiero Spinelli 05E240, Rue Wiertz / Wiertzstraat 60, e-mail: david.mcallister@europarl.europa.eu, тел: +32(0)2 28 45323 (Brussels), +33(0)3 88 1 75323 (Strasbourg);
- Chef du Sous-comité Parlementaire pour les Droits de l'homme, Antonio Panzeri – 1047 Bruxelles, Belgique, Bât. Altiero Spinelli 11G354, Rue Wiertz / Wiertzstraat 60, e-mail: pierantonio-panzeri@europarl.europa.eu, тел: +32(0)2 28 45846 (Brussels), +33(0)3 88 1 75846 (Strasbourg);
- Représentant spécial de l'EU (EUSR) pour les Droits de l'homme, Stavros Lambrinidis - e-mail: stavros.lambrinidis@ext.eeas.europa.eu, tel: +32(0)2 584 230;
- Président de l'OSCE AP, George Tsereteli — 1070 Vienne, Autriche, Neustiftgasse 3/8, tel.: +43 1 523 3002;
- Président du Comité AP pour la Démocratie, les Droits de l'Homme et les questions humanitaires, Ignacio Sanchez Amor – e-mail: cristina.casado@gps.congreso.es, tel: +34 91 390 6919;
- Secrétaire Général du Conseil du l'Europe, Thorbjørn Jagland - e-mail: thorbjorn.jagland@coe.int, tel: + 33 (0)3 88 41 20 00;
- Président de l'APCE, Michele Nicoletti — e-mail: nicoletti_m@camera.it;
- Haut Commissionnaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, Ra'ad Zeid Al-Hussein – Palais des Nations CH-1211 Genève 10, Suisse, tel: +41 22 917 9220;
- Secrétariat de l'Etat des Etats-Unis, Rex Tillerson – demandes on-line https://register.state.gov/contactus/contactusform;
- Chambre des Représentants des Etats-Unis, Washington, DC 20515, tel.: (202) 224-3121, http://www.house.gov/contact/;
- Bureau du Premier Ministre du Canada, Justin Trudeau - ON K1A 0A2, Ottawa, 80 Wellington Street;
- Chambre des Communes du Canada - Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0A6.

Iskander Yerimbetov a été soumis à une poursuite pénale douteuse. Les défenseurs du détenu et les militants indépendants déclarent qu'il a été torturé. Yerimbetov a été forcé à inciter sa sœur, juriste Botagoz Jardemalie, à retourner au Kazakhstan pour apporter de faux témoignages contre l'opposant politique, Moukhtar Ablyazov. Les forces de l'ordre kazakhes et les observateurs pro-gouvernementaux contredisent de leur part l'utilisation de la torture. Les défenseurs indépendants des droits de l'homme qui ont réussi à rencontrer Yerimbetov en garde-à-vue ont noté qu'il était en dépression; il était intimidé et il avait très peur pour sa sécurité. Il a également confirmé les rapports informant qu'il avait été soumis à la torture. Iskander Yerimbetov éprouve des problèmes de santé et il se plaint de ne pas avoir obtenu de soins médicaux nécessaires.

La vie et la santé d'Iskander Yerimbetov sont sérieusement menacées dans les conditions de détention. En vue d'assurer sa sécurité il est nécessaire de changer les mesures de restriction appliquées contre des formules non-privatives de liberté.

OPEN DIALOG